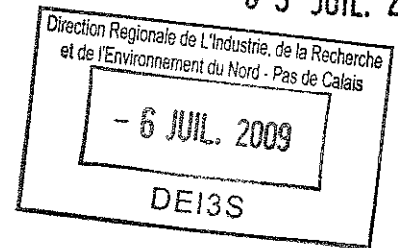




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

03 JUIL. 2009



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BC

Arrêté préfectoral imposant au Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM) de l'Aa des prescriptions complémentaires relatives à la modification des conditions de remise en état du site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article R 512-31;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1988 autorisant le Syndicat à Vocations Multiples des cantons de Bourbourg et de Gravelines - siège social : Cantons de BOURBOURG-GRAVELINES Place Charles Valentin 59820 GRAVELINES - à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères et résidus urbains au lieudit La Taurelle Bleue à SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 6 décembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires au Syndicat à Vocations Multiples des Cantons de Bourbourg et Gravelines en vue de la mise en place sur le terrain de l'ancienne usine d'incinération sises sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa d'un recouvrement végétal sur un substrat d'au moins 0,5 mètres ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2006 mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté complémentaire susvisé ;

VU la demande présentée par le SIVOM de l'Aa qui propose un mode de gestion alternatif à la mise en place d'une couverture de terre sur une épaisseur de 50 centimètres par la mise en place d'une butte brise vent ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU le rapport en date du 22 décembre 2008 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que la solution de confinement proposé par le SIVOM de l'AA répond à l'objectif de limitation de l'exposition des populations par contact direct aux mâchefers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2004 et offre des garanties supérieures en terme de confinement ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'encadrer les travaux de réhabilitation finale du site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères par un nouvel arrêté préfectoral complémentaire venant annuler et remplacer l'arrêté complémentaire du 6 décembre 2004 ;

VU l'avis défavorable émis par certains des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 février 2009 contestant notamment :

- le confinement des mâchefers sur site,
- la non valorisation de ces mâchefers en travaux publics.

VU le courrier en date du 26 février 2009 suivi d'un courrier complémentaire en date du 22 avril 2009 du SIVOM de l'Aa qui complète son plan de gestion en étudiant la piste d'une valorisation hors site des mâchefers en techniques routières ;

VU le rapport en date du 27 avril 2009 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que sur la base des compléments apportés par l'exploitant le 22 avril 2009, un avis favorable peut être émis à la modification des conditions de remise en état du site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 mai 2009 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1

Le Syndicat à Vocations Multiples de l'Aa, ci après définit l'exploitant, dont le siège social est situé Place Charles Valentin à GRAVELINES (59820), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à la réhabilitation de l'ancienne usine d'incinération de St Georges-sur-l'Aa.

Article 2 : Modifications des prescriptions antérieures

L'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires au Syndicat à Vocations Multiples des Cantons de Bourbourg et Gravelines en vue de la mise en place sur le terrain de l'ancienne usine d'incinération sise sur le territoire de la commune de Saint Georges sur l'Aa d'un recouvrement végétal sur un substrat d'au moins 0,5 mètres est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Article 3 : Réaménagement - Couverture

Article 3.1 : Objectif de réhabilitation

L'ensemble des mâchefers présents sur le site sont excavés pour faire l'objet d'un confinement au sein d'une butte mise en place sur le site. Les opérations d'excavation sont réalisées jusqu'à ce que le terrain naturel soit atteint et que les analyses de fond de fouille mettent en évidence:

- des concentrations en métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure) inférieures ou égales à celles du fond géochimique local,
- des concentrations en hydrocarbures totaux comparables aux seuils analytiques de détection.

Les prélèvements pour analyses de fond de fouilles définies ci dessus sont réalisés selon un protocole établi par l'exploitant. Le protocole d'échantillonnage et les résultats d'analyses sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 3.2 :

En cas de constat par l'exploitant d'impossibilité d'atteinte des objectifs de dépollution du sol fixé à l'article 3.1, l'exploitant :

- suspend les travaux de réhabilitation du site définis dans le présent arrêté et prend toute dispositions pour maintenir la mise en sécurité du site durant cette période d'arrêt de travaux,
- adresse sous 1 mois à Monsieur le Préfet du Nord un rapport précisant les raisons pour lesquelles ces objectifs de réhabilitation ne peuvent être atteints et comprenant notamment:
 - un plan de gestion actualisé,
 - une Analyse des Risques Résiduels démontrant l'absence de risques pour les cibles potentielles identifiées au regard du nouvel objectif de dépollution proposé.

La reprise, le cas échéant, des travaux de réhabilitation définis dans le présent arrêté, ne pourra intervenir qu'après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3.3 : Configuration du site réhabilité

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le confinement des mâchefers au sein d'une butte est réalisé conformément aux indications figurant dans le dossier "Plan de Gestion - Rapport Etf1151/A1" de juin 2008 adressé en préfecture du Nord le 28 juillet 2008.

La butte de confinement, assise sur le fond de fouille défini à l'article 3.1, est constituée par :

- une couche d'argile constituant l'assise de la butte. Elle est d'une épaisseur minimale de 1 mètre au niveau des flancs de la butte et 2 mètres au cœur de la butte,
- les mâchefers et matériaux de démolition de l'ancienne usine excavés sur le site, constituant le cœur de la butte,
- une couverture d'argile d'une épaisseur minimum de 0,5 m sur la totalité de la butte,
- une couverture finale de terre végétale d'une épaisseur minimum de 0,75m.

L'assise de la butte est située à un minimum de 1 mètre au dessus du niveau des plus hautes eaux.

Toutes dispositions sont prises sur la topographie notamment pour empêcher l'infiltration des eaux météoriques sur la butte.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour garantir la stabilité de la butte dans le temps.

Article 3.4 : Échéances

Les travaux de réaménagement sont réalisés progressivement, dès la notification du présent arrêté, en fonction des conditions météorologiques.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que la totalité des travaux de réaménagement et de couverture soit achevée au plus tard le 1er juillet 2010.

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées le phasage prévisionnel du chantier avant démarrage des travaux et informe l'inspection des installations classées de l'état d'avancement des travaux avant le 30 juin 2009.

Article 4

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour interdire toute modification de la topographie de la butte ou travaux de forage au travers de sa couverture, et plus généralement l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site. L'exploitant prend toutes dispositions pour assurer le maintien durable du confinement des mâchefers mis en place et pour limiter en tant que de besoin l'usage du sol du site.

L'exploitant est tenu d'informer tout acquereur potentiel du terrain sur les limitations d'usage et les interdictions de modifications ci dessus décrites et de prendre toutes dispositions nécessaires permettant de garantir cette obligation.

Article 5 : Mesures à prendre durant la phase des travaux de réhabilitation

Article 5.1 Dépollution

Toute découverte de zones polluées ou de polluants non répertoriés dans les rapports remis dans le cadre de la cessation d'activités doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées et faire l'objet d'un traitement approprié.

Article 5.2 Prévention des envols

Durant la phase de travaux, toutes dispositions sont prises pour éviter les envols de poussières (arrosage des pistes de circulation des engins...).

Avant leur sortie du site, les roues des camions et engins font l'objet si nécessaire d'un nettoyage.

Article 5.3 Prévention de la lixiviation des déchets

Les mâchefers excavés en attente de confinement dans la butte sont stockés provisoirement sur le site en andains. Ces andains sont recouverts d'un dispositif étanche empêchant l'exposition des déchets aux eaux météoriques.

Article 5.4 Prévention du bruit

Le chantier n'est en activité que pendant la plage horaire de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi sauf cas d'urgence.

Les installations mise en place pour la durée du chantier sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du chantier, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Article 5.5 Sécurité des travailleurs

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs pour toute personne intervenant sur le chantier de réhabilitation.

ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

Article 7 - EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

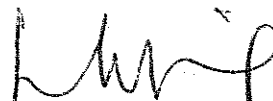
- Monsieur le maire de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à LILLE, le 03 JUIL 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,



Jean-Régis BORIS

